

Vie scientifique

« Les villes durables en Europe. Quelles politiques de développement durable pour quels enjeux de territoires ? »

Compte rendu de colloque (Paris, 27 avril 2007)

Melinda Molnar

Géographe, LADYSS, Université Paris 1, 2 rue Valette, 75005 Paris, France

Ce colloque était organisé par le Plan Urbanisme, Construction, Architecture (PUCA, ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables) en partenariat avec le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB)¹. Il a réuni environ 300 participants, collaborateurs d'organismes publics, chercheurs et enseignants, responsables associatifs, urbanistes, sociologues, architectes, journalistes, etc. Il s'inscrivait dans le cadre du Programme exploratoire de recherche prospective en Europe, lancé par le PUCA en 2004.

L'objectif était de mieux connaître et comprendre les approches européennes des enjeux et des principes de la ville durable, sachant qu'à l'heure actuelle le thème prend de plus en plus d'ampleur. Le colloque a permis de porter à la connaissance des acteurs de l'aménagement et des décideurs les apports des expériences européennes (Manchester, Lille, Barcelone, Naples et Hanovre).

Huit communications ont été présentées par des chercheurs et des acteurs des collectivités publiques impliqués dans l'aménagement urbain. Les intervenants ont mis l'accent sur les difficultés rencontrées dans la « fabrique de la ville durable » et les moyens développés pour les surmonter. Les présentations se sont appuyées sur l'approche originale élaborée par le CSTB dans le cadre de son étude de comparaison européenne : croiser l'évolution des contextes législatifs et institutionnels avec les approches et les outils mis en œuvre aux différentes échelles des villes et des intercommunalités.

Auteur correspondant : melindamolnar@hotmail.com

¹ Le CSTB est un établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la tutelle du ministre du Logement et de la Ville, direction générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction.

La session du matin, animée par Bruno Villalba (Université Lille 2), était consacrée aux possibilités de lier reconversion des friches et attractivité urbaine, à travers les exemples de Manchester et de Lille. La session de l'après-midi, présidée par Olivier Soubeyran (Université Joseph Fourier, Grenoble), comportait deux parties. La première, intitulée « Comment articuler compacité, expansion et fluidité urbaine dans les villes méditerranéennes ? », s'est appuyée sur les cas de Barcelone et de Naples ; la seconde, « Comment concilier approches globales et locales du développement durable en Allemagne ? », a porté sur l'exemple de Hanovre. Les échanges avec la salle ont introduit de nouveaux thèmes (la nature en ville, la sauvegarde de l'agriculture périurbaine, le cas de Liverpool opposé à Manchester, l'évaluation des expériences...).

La question de la validité des confrontations européennes s'est posée. Florida Di Ciommo (chercheur CSTB et Université polytechnique de Madrid) a estimé que les regards croisés étaient d'une grande richesse, car ils montraient comment les villes développent des approches du développement durable foncièrement différentes, malgré des héritages souvent similaires et des enjeux comparables. Cette notion de ville durable a d'ailleurs été discutée. Pour Lydie Laigle (CSTB), le caractère durable d'une ville réside dans un ajustement permanent entre les mutations successives qu'elle connaît, les politiques qui les orientent et les dynamiques qu'elle génère. Or, la vitesse de ces modifications a augmenté : la ville doit réagir à des situations qui évoluent en moins d'une décennie. Cette capacité à réagir a été fortement débattue lors du colloque.

Denis Bocquet (CNRS, LATTs) a présenté une vision critique de la perception particulière en Allemagne du

concept de développement urbain durable, avant de se concentrer sur Hanovre, un des exemples les plus vertueux en la matière. Les cas de Munich et de Berlin ont complété l'exemple principal. Pour D. Bocquet, le développement urbain durable est une notion éminemment culturelle, il n'existe pas vraiment de connivences académiques ou disciplinaires autour de cette notion. La France n'est pas exempte d'ambiguïté dans l'usage bureaucratique qu'elle en fait, elle s'en sert parfois pour recouvrir les décisions d'un manteau théorique de façon à les rendre acceptables. En Allemagne, la production théorique est extrêmement riche. Elle fournit matière à réflexion sur ce qu'est la ville durable et sur les moyens de la construire, mais aussi sur les ambiguïtés et les contradictions que ce discours porte en lui (jardins ouvriers, accès à la propriété ou ville compacte, par exemple). Ville compacte ou ville étalée ? La question demeure ouverte. Les bases quantitatives pour trancher manquent. Peut-on sérieusement faire référence à des forums locaux de discussion entre habitants dans un pays où les choix cruciaux en matière énergétique ne donnent pas lieu aux mêmes débats ? Le choix de l'Allemagne a, en fait, été celui de la sécurité énergétique et de la normalisation des rapports avec la Russie, plutôt que celui du développement durable. De même, la priorité affichée par les électeurs est celle d'un retour à la croissance, et non pas celle d'une réflexion sur ses aspects écologiques. Les choix alternatifs sont affaire de bonne conscience individuelle.

Mélanie Tual (CSTB) et Francesc Magrinya (Université polytechnique de Catalogne) ont souligné que pour Barcelone et Manchester, dans un contexte de concurrence urbaine, la référence au développement durable était un moyen efficace de valoriser la ville, d'en améliorer l'attractivité, de la maintenir au niveau d'une élite urbaine internationale. Le label « ville durable » est bien perçu et permet de se distinguer dans un contexte de mondialisation.

Ces expériences pilotes ont permis d'entamer une réflexion globale. Les résultats d'une analyse multicritère des exemples européens ont conduit à relativiser l'opposition entre étalement et compacité. De ce point de vue, comme l'avait souligné Alain Maugard (président du CSTB) lors de l'ouverture de la journée, les modèles européens sont sans doute mieux placés que les modèles américains. L'opinion a prévalu, selon laquelle la ville dense n'est pas le modèle forcément unique de la ville durable européenne. À côté de Barcelone, ville compacte d'équilibre, Leipzig a été mentionné, avec son concept de « ville perforée ». Michael Hebbert (Université de Manchester) a cité Londres comme modèle des métropoles anglaises.

La question des « modèles de villes durables » et de leur reproductibilité a été amplement abordée. Le caractère exemplaire de Hanovre tient au fait qu'elle est la première ville à avoir mis en place (dès les années 1960) des structures intercommunales, sous le nom

de « Region Hanovre ». Néanmoins, d'après Ursula Paravicini (Université Leibnitz-Hanovre), cette ville ne serait pas ce qu'elle est sans les financements extraordinaires dont elle a bénéficié à l'occasion de l'Exposition universelle. Donc, son modèle n'est pas reproductible. De plus, se pose le problème de l'échelle à laquelle une ville compacte peut conserver les traits d'une ville durable. Une question plus spécifiquement française était justement de savoir quelle échelle est la plus adaptée pour fabriquer une ville durable. Pour Ursula Paravicini, seule une intercommunalité permet d'avoir une vision d'ensemble et de créer les conditions d'une solidarité. Les compétences des structures intercommunales peuvent s'appliquer à des domaines dont l'importance et les enjeux dépassent les moyens administratifs et financiers des communes. De plus, plutôt que de se focaliser sur quelques villes phares, il faudrait considérer l'ensemble des villes européennes.

La question de la participation citoyenne a été un des sujets majeurs du colloque. Il a été conclu que cette participation ne vaut que si les personnes concernées connaissent véritablement les enjeux et sont responsabilisées. Avoir conscience de ce qu'est un métabolisme urbain compatible avec les ressources de la planète suppose une adhésion à l'idée. Par ailleurs, la participation est-elle possible aux grandes échelles ? Comment éviter les dérives de la démarche ? Ces questions ont été posées sans qu'il y soit répondu. Il est intéressant de noter, côté positif, que, à Hanovre comme à Barcelone, des personnes faisant partie de mouvements associatifs et dotées d'une forte sensibilité écologique ont porté le projet de l'intercommunalité, avant de devenir des responsables d'Agenda 21. À Barcelone, apparaît également une nouvelle génération préoccupée par la question du développement durable.

Les témoignages de responsables de l'aménagement urbain (Roberto Gianni pour Naples, Michael Hebbert pour Manchester) ont montré comment la protection et la rénovation du tissu urbain pouvaient être des moyens d'aller dans le sens d'une ville durable. À Naples, les deux démarches se combinent, la première portant sur les quartiers du centre historique et les espaces verts (avec un effort de « renaturalisation » de la ville), la seconde, sur les zones anciennement industrialisées. L'objectif est d'atteindre une certaine qualité urbaine comme condition préalable au développement économique de la ville. Mais le projet urbain est économiquement viable. L'histoire de Manchester, quant à elle, est placée sous le seul signe de la reconversion industrielle et de l'innovation ; la protection d'un patrimoine urbain ne correspond pas à l'esprit de la ville. Ces interventions ont conduit à s'interroger sur les « héritages » urbains à gérer, notamment en tenant compte du risque environnemental, et à revenir sur la question de la coopération intercommunale.

La question de la pression foncière et de la spéculation qu'elle engendre ne pouvait manquer d'être soulevée, et

elle le fut dès le début. Taxation de la plus-value sur les terrains autour des investissements publics (exemple cité par Annette Groux, Lille Métropole), « plans régulateurs » (Naples) essaient d'y remédier. De ce point de vue, le cas de Manchester a tout particulièrement suscité des réactions.

Tout aussi inévitable était le débat sur le partage de l'espace public entre la voiture et les autres moyens de circulation, et sur la création d'espaces de respiration. À Barcelone, un travail approfondi et novateur, dont les grands traits ont été exposés par Francesc Magrinya, est réalisé autour de cette question, en vue de lutter contre le bruit et d'augmenter la qualité perçue de la vie urbaine. L'usage de la bicyclette reste limité dans les trois villes évoquées (Barcelone, Lille, Hanovre). Il faut dire qu'en dépit de mesures ponctuelles (l'exemple de Munich a été cité), les grands choix continuent à favoriser les voies rapides pour la circulation automobile.

Dernier thème de réflexion abordé – et non des moindres –, la consommation d'espace par l'urbanisation.

Ce point a été soulevé par Jean-Loup Drubigny (secrétaire général du Conseil national des villes, directeur du programme URBACT¹). Il a donné un simple chiffre, éloquent, qui concerne l'Allemagne : cette consommation y est actuellement de 115 hectares par mois ; les pouvoirs publics se sont engagés à la ramener à 20 hectares en 2020. Il serait bon qu'en France aussi, une réflexion soit menée sur la question.

Au total, ce colloque a contribué à une convergence des réflexions au niveau européen. Le CSTB, pour sa part, va continuer à porter un certain nombre de thèmes de recherche dans les cinq prochaines années, dans le cadre d'un plan intitulé « Le futur des villes à l'impératif du développement durable ».

Il est possible de consulter la présentation du colloque, par Lydie Laigle, ainsi que quelques dossiers annexes sur le site Internet du CSTB².

¹ « URBACT est un programme européen qui a vocation à favoriser l'échange d'expériences entre les villes européennes, en tirer les leçons et en diffuser les connaissances acquises en matière de développement urbain durable. » (<http://urbact.eu/fr/programme-urbact/presentation/presentation.html>)

² <http://www.cstb.fr/actualites/webzine/editions/decembre-2007/les-villes-durables-en-europe-quelles-politiques-de-developpement-durable-pour-quels-enjeux-de-territoires.html>